



4

Rapport de gestion

Trimestre terminé
le 31 décembre 2022



5N PLUS
Gage de performance

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board, à moins d'indication contraire. Il a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 21 février 2023, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales. Le « T4 2022 » et le « T4 2021 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 31 décembre 2022 et 2021. L'« E 2022 » et l'« E 2021 » correspondent aux exercices clos respectivement les 31 décembre 2022 et 2021.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme certaines mesures financières et certains ratios financiers non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et, par conséquent, ils pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Les mesures financières et les ratios financiers non conformes aux IFRS comprennent : le carnet de commandes, les nouvelles commandes, le BAIIA, la marge du BAIIA, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, les charges d'exploitation ajustées, le résultat net ajusté, le résultat net de base ajusté, la marge brute ajustée, le total de la dette, la dette nette, le fonds de roulement et le ratio du fonds de roulement.

Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » pour les définitions, d'autres informations et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion peuvent être prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques associés aux facteurs suivants : taux d'intérêt, monnaies étrangères, crédit, liquidité, conjoncture économique mondiale, gestion de crises et des risques liés aux changements climatiques, activités internationales, notamment en Chine, réglementation environnementale, facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), santé et sécurité, prolongation du conflit armé en Ukraine, COVID-19, disponibilité et maintien en poste d'employés qualifiés, conventions collectives, litiges, stratégie de croissance de la Société, concurrence, prix des produits de base, sources d'approvisionnement, protection des droits de propriété intellectuelle, valorisation des stocks, interruptions des activités, variations du carnet de commandes, acquisitions, défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques, et valeur de marché des actions ordinaires. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion daté du 21 février 2023.

En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Rapport de gestion

Aperçu

5N Plus est un chef de file mondial dans la production de semiconducteurs spécialisés et de matériaux de haute performance. Ces matériaux ultrapurs constituent souvent la partie critique des produits de ses clients, qui comptent sur la fiabilité d'approvisionnement de 5N Plus pour assurer la performance et la durabilité de leurs propres produits. La Société déploie un éventail de technologies exclusives et éprouvées pour mettre au point et fabriquer ses produits spécialisés, lesquels donnent lieu à de nombreuses utilisations dans plusieurs secteurs de pointe, notamment les énergies renouvelables, la sécurité, l'industrie spatiale, les produits pharmaceutiques, l'imagerie médicale et la production industrielle. 5N Plus, dont le siège social est situé à Montréal (Québec, Canada), gère des centres de recherche-développement, de production et de vente stratégiquement situés dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Asie.

Vision, mission et valeurs

La vision de la Société est de fournir aux industries critiques les produits essentiels à leur développement grâce à une technologie des matériaux de pointe, et son objectif est de propulser la croissance de ces marchés en concevant et en fabriquant des matériaux de pointe qui favorisent la performance des produits finaux.

La Société a pour mission d'être essentielle à ses clients, d'offrir une culture prisée par ses employés et d'inspirer confiance à ses actionnaires. Ses valeurs fondamentales sont l'intégrité, l'engagement, l'orientation client, avec une attention particulière sur le développement durable, l'amélioration continue, la santé et la sécurité.

Information sectorielle

À la suite de l'acquisition d'AZUR SPACE Solar Power GmbH (« AZUR ») le 5 novembre 2021 et de l'intégration subséquente de ses activités à celles de la Société, 5N Plus a procédé à un repositionnement de certains produits et de certaines applications entre les deux secteurs qu'elle présente, qui est entré en vigueur au cours du quatrième trimestre de 2021.

Depuis, les deux secteurs opérationnels présentés par la Société sont le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles et des indicateurs clés de performance définis sont utilisés pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté¹, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés compte tenu des produits et des charges du siège social de la Société.

Exercées en Amérique du Nord et en Europe, les activités du secteur Semiconducteurs spécialisés s'apparentent à celles de l'ancien secteur Matériaux électroniques. Depuis le 5 novembre 2021, elles intègrent également les produits et les activités d'AZUR. Ce secteur fabrique et vend des produits utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs de l'énergie renouvelable, des satellites spatiaux ainsi que de l'imagerie. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), de l'imagerie médicale, de l'imagerie infrarouge, de l'optoélectronique et des applications avancées dans les secteurs de l'électronique. Ces produits entrent dans la composition de composés semiconducteurs, de substrats semiconducteurs, de métaux de très grande pureté, de substrats semiconducteurs fabriqués par épitaxie et de cellules solaires. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Semiconducteurs spécialisés sont inclus dans ce secteur.

Les activités du secteur Matériaux de haute performance sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie, et s'apparentent à celles de l'ancien secteur Matériaux écologiques. Ce secteur fabrique et vend des produits qui sont utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs des produits pharmaceutiques, des soins de santé, de la production industrielle ainsi que des matériaux de catalyse et d'extraction. Les principaux produits sont vendus sous forme d'ingrédients pharmaceutiques actifs, d'additifs alimentaires pour animaux, de produits chimiques spécialisés, de métaux de qualité commerciale, d'alliages et de poudres spécialisées. Toutes les ventes de métaux de qualité commerciale et de poudre spécialisées ont été regroupées dans les ventes du secteur Matériaux de haute performance. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux de haute performance sont inclus dans ce secteur.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) sont regroupés sous « Siège social ».

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Faits saillants pour le quatrième trimestre de 2022 et l'exercice 2022 – Poursuivre sur notre lancée

L'exercice 2022 a marqué un chapitre important de l'histoire de 5N Plus. Grâce à sa stratégie, la Société a réalisé des progrès considérables, et elle est maintenant en bonne position pour poursuivre sur sa lancée et affermir son leadership sur le marché dans les secteurs prometteurs où elle mène ses activités, comme en témoigne son carnet de commandes, qui se situait à un niveau historiquement élevé au 31 décembre 2022.

Tous les montants sont exprimés en dollars américains.

Les projections du BAIIA ajusté¹ pour l'exercice 2023 et l'exercice 2024 sont présentées à la rubrique « Perspectives ».

Malgré les enjeux géopolitiques et macroéconomiques, la Société a répondu sans attendre aux pressions inflationnistes et à celles exercées sur les coûts liés à l'énergie, en mettant rapidement en œuvre le premier volet de son programme d'excellence commerciale visant à atténuer l'incidence négative de l'inflation sur les marges réalisées sur les produits. Cela a donné lieu à une amélioration séquentielle des marges brutes ajustées¹ consolidées, lesquelles ont atteint 26,7 % au quatrième trimestre de 2022, en regard de 21,9 % au premier trimestre de 2022. La Société continue de faire preuve de rigueur dans le choix des occasions de partenariat et de développement de produits.

Au cours de l'exercice, la Société a renouvelé et élargi son entente d'approvisionnement avec First Solar pour la fourniture de matériaux semiconducteurs utilisés pour la fabrication de modules photovoltaïques à couches minces, renforçant ainsi son leadership dans le secteur de l'énergie renouvelable. En vertu de la nouvelle entente, les volumes fournis par la Société augmenteront de 35 % en 2023 et de plus de 100 % en 2024 par rapport aux niveaux de 2022, ce qui concorde avec les plans de croissance de First Solar.

Par l'entremise de sa filiale AZUR, 5N Plus a conclu un accord visant à prolonger de dix ans une entente exclusive de partenariat avec Sierra Space, une importante entreprise américaine dans le secteur spatial, pour la production d'un nouveau type de cellules solaires qui seront utilisées par Sierra Space pour produire des panneaux solaires selon une technologie unique de montage en surface des cellules solaires. Les ventes à Sierra Space, qui s'ajoutent aux ventes actuelles, devraient atteindre 10 M\$ en 2023 et plus de 20 M\$ en 2024. Cette relation commerciale fait de 5N Plus un partenaire de confiance dans un secteur où la demande connaît une croissance fulgurante, laquelle devrait dépasser la capacité de production actuelle. AZUR est idéalement positionnée pour approvisionner l'Amérique du Nord et l'Europe. En 2022, la Société a achevé l'intégration d'AZUR, acquise en novembre 2021.

En décembre 2022, la Société a abandonné la fabrication de produits d'extraction et de catalyse à faible marge en cédant à un tiers ses activités exercées à Tilly, en Belgique, ce qui conclut l'examen stratégique de ses activités. À plus long terme, l'abandon de ces activités devrait permettre d'accroître la contribution du BAIIA ajusté¹ aux résultats consolidés et favoriser le fonds de roulement net.

Avant la fin de l'exercice, la Société a terminé son projet Saint-Laurent, à Montréal, au Canada, qui visait à élargir le développement et la fabrication de minéraux critiques et stratégiques servant à la production de composés semiconducteurs avancés de type II-VI. Pour cette installation, l'approvisionnement en sous-produits à partir de la mine de cuivre de Rio Tinto située à Kennecott, en Utah, a commencé à la fin décembre 2022, aux termes d'une entente commerciale stratégique conclue avec Rio Tinto et annoncée en mai 2022 permettant de garantir un approvisionnement nord-américain en tellure.

Faits saillants

- Pour le quatrième trimestre de 2022, les produits ont atteint 61,0 M\$, comparativement à 64,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à l'arrêt progressif des activités de Tilly, en Belgique, suivi du dessaisissement de la filiale. Pour l'exercice 2022, les produits ont augmenté de 26 % pour atteindre 264,2 M\$, comparativement à 210,0 M\$ pour l'exercice précédent, soutenus par l'acquisition d'AZUR ainsi que par l'augmentation de la demande sur les marchés de l'énergie renouvelable pour le secteur Semiconducteurs spécialisés et la demande dans les segments des produits pharmaceutiques et des soins de santé pour le secteur Matériaux de haute performance.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

- Pour le quatrième trimestre de 2022, la Société a généré un BAIIA ajusté¹ de 6,7 M\$ par rapport à 10,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, AZUR ayant réalisé la presque totalité de son BAIIA ajusté annuel pour l'exercice 2021 au cours des mois qui ont suivi son acquisition par la Société. Pour l'exercice 2022, la Société a généré un BAIIA ajusté de 30,0 M\$, atteignant ainsi l'extrémité supérieure de sa fourchette de projections pour l'exercice 2022, par rapport à 28,2 M\$ pour l'exercice précédent, malgré les effets négatifs du conflit entre la Russie et l'Ukraine au premier trimestre de 2022, la hausse de l'inflation et l'arrêt progressif des activités à Tilly, en Belgique, suivi du dessaisissement de la filiale.
- Pour le quatrième trimestre de 2022, la Société a comptabilisé une perte sur dessaisissement de 7,8 M\$ découlant de l'arrêt progressif, en cours d'année, des activités à Tilly, en Belgique, et du dessaisissement de la filiale réalisé en décembre 2022. La Société a également comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration de 3,2 M\$, principalement en lien avec cette transaction.
- Au 31 décembre 2022, le carnet de commandes¹ représentait 253 jours de produits annualisés, soit une hausse de 61 jours par rapport au carnet de commandes du trimestre précédent, et une hausse de 32 jours par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable aux négociations fructueuses de contrats à long terme dans le secteur Semiconducteurs spécialisés.
- La dette nette¹ s'établissait à 78,3 M\$ au 31 décembre 2022, en baisse par rapport à 80,1 M\$ à la fin de l'exercice précédent.

Perspectives

Dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, 5N Plus demeure le seul fournisseur mondial viable, à l'extérieur de la Chine, de composés semiconducteurs de très grande pureté qui sont utilisés dans une vaste gamme de technologies critiques essentielles à la vie des gens. Grâce à une demande sans précédent, notamment pour des applications dans les secteurs de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire, la Société est bien positionnée pour déployer le plein potentiel de son offre améliorée de produits, et elle investit dans ses activités pour être prête à répondre à une hausse exceptionnelle de la demande dans les années à venir.

La Société jouit d'une position unique pour jouer un rôle important dans la nouvelle technologie de détection à comptage de photons pour les tomodensitomètres, qui est en voie de révolutionner l'imagerie médicale à moyen terme. Elle continue également d'explorer d'autres occasions qui pourraient se présenter sur le marché pour ce qui est de ses semiconducteurs spécialisés, notamment dans les secteurs de la défense et de la sécurité.

Dans le secteur Matériaux de haute performance, la direction s'attend à ce que ses produits pharmaceutiques et de soins de santé continuent de générer une rentabilité élevée et des flux de trésorerie constants. La Société continuera de privilégier les bons segments dans le secteur pour élargir sa composition de produits sur des marchés finaux attrayants.

La Société continuera aussi de mettre en œuvre des initiatives axées sur l'optimisation opérationnelle, au besoin, pour avantager 5N Plus et soutenir sa croissance interne, tout en demeurant à l'affût des occasions de fusions et d'acquisitions.

Compte tenu de ses investissements dans des secteurs présentant un fort potentiel de croissance, jumelés à une demande sans précédent dans des marchés finaux clés et à une composition simplifiée des produits et des activités, la direction s'attend à ce que le BAIIA ajusté projeté s'établisse entre 35 M\$ et 40 M\$ pour l'exercice 2023, avec un apport plus élevé pour le second semestre de l'exercice, et entre 45 M\$ et 50 M\$ pour l'exercice 2024.

Forte de son programme d'excellence commerciale et de ses investissements dans des marchés porteurs de valeur à forte croissance, 5N Plus est déterminée à répondre à la demande des clients et à poursuivre sur sa lancée, en tirant pleinement parti de sa stratégie.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Synthèse des résultats

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
	\$	\$	\$	\$
Produits	61 042	64 556	264 223	209 990
Charges d'exploitation ajustées ^{1*}	(54 337)	(54 470)	(234 195)	(181 751)
BAlIA ajusté¹	6 705	10 086	30 028	28 239
Dépréciation des stocks	-	-	-	-
Recouvrement (charge) au titre de la rémunération à base d'actions	171	460	(999)	(689)
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	(3 210)	(1 644)	(3 823)	(2 144)
Dépréciation des actifs non courants	-	-	(12 478)	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	(7 834)	-	(7 834)	-
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	(216)	-
Profits (pertes) de change et au titre de dérivés	497	(1 080)	(42)	(418)
BAlIA¹	(3 671)	7 822	4 636	24 988
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	716	1 164	5 192	3 713
Amortissement	4 051	4 364	17 732	12 535
Résultat avant impôt sur le résultat	(8 438)	2 294	(18 288)	8 740
Charge (recouvrement) d'impôt				
Exigible	43	1 446	6 865	5 580
Différé	(335)	(132)	(2 154)	50
	(292)	1 314	4 711	5 630
Résultat net	(8 146)	980	(22 999)	3 110
Résultat de base par action	(0,09) \$	0,01 \$	(0,26) \$	0,04 \$
Résultat dilué par action	(0,09) \$	0,01 \$	(0,26) \$	0,04 \$

* Compte non tenu de la dépréciation des stocks, du recouvrement (de la charge) au titre de la rémunération à base d'actions, des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, de la dépréciation des actifs non courants, de la perte sur le dessaisissement d'une filiale, de la perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente et de l'amortissement.

Produits par secteur et marge brute ajustée

(en milliers de dollars américains)	T4 2022	T4 2021	Variation	E 2022	E 2021	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Semiconducteurs spécialisés	31 951	30 160	6 %	121 918	70 655	73 %
Matériaux de haute performance	29 091	34 396	(15) %	142 305	139 335	2 %
Total des produits	61 042	64 556	(5) %	264 223	209 990	26 %
Coût des ventes	(47 909)	(53 090)	(10) %	(215 715)	(171 214)	26 %
Amortissement inclus dans le coût des ventes	3 155	3 515	(10) %	14 208	10 539	35 %
Marge brute ajustée¹	16 288	14 981	9 %	62 716	49 315	27 %
Pourcentage de marge brute ajusté¹	26,7 %	23,2 %		23,7 %	23,5 %	

Pour le quatrième trimestre de 2022, les produits ont diminué de 5 % pour atteindre 61,0 M\$, comparativement à 64,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique principalement par l'arrêt progressif des activités de fabrication des produits utilisés dans la production de matériaux de catalyse et d'extraction à Tilly, en Belgique, amorcé au début de l'exercice, qui s'est soldé par le dessaisissement de la filiale à la fin du mois de décembre 2022, comptabilisé dans le secteur Matériaux de haute performance. Pour l'exercice 2022, les produits ont augmenté de 26 % pour atteindre 264,2 M\$, comparativement à 210,0 M\$ pour l'exercice 2021, soutenus par l'acquisition d'AZUR réalisée en novembre 2021 ainsi que par l'augmentation de la demande sur les marchés de l'énergie renouvelable pour le secteur Semiconducteurs spécialisés et dans le segment des produits pharmaceutiques et des soins de santé pour le secteur Matériaux de haute performance.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Pour le quatrième trimestre de 2022, la marge brute ajustée¹ a été avantagée par la composition des produits et le programme d'excellence commercial de la Société lancé en début d'année, dont l'optique était d'atténuer rapidement l'incidence négative de l'inflation sur les marges réalisées sur les produits. La marge brute ajustée s'est établie à 16,3 M\$, ou 26,7 %, par rapport à 15,0 M\$ ou 23,2 % pour le quatrième trimestre de 2021. Pour l'exercice 2022, la marge brute ajustée s'est établie à 62,7 M\$, ou 23,7 %, par rapport à 49,3 M\$, ou 23,5 %, pour l'exercice 2021, grâce à un accroissement des volumes et à l'acquisition d'AZUR.

Secteur Semiconducteurs spécialisés

Pour le quatrième trimestre de 2022, les produits ont augmenté de 6 % pour atteindre 32,0 M\$, comparativement à 30,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021. Pour l'exercice 2022, les produits ont atteint 121,9 M\$, par rapport à 70,7 M\$ pour l'exercice 2021, du fait de l'augmentation de la demande, sans compter l'apport des activités d'AZUR.

La marge brute ajustée s'est établie à 31,0 % pour le quatrième trimestre de 2022, comparativement à 29,5 % pour le quatrième trimestre de 2021. Pour l'exercice 2022, la marge brute ajustée s'est établie à 28,1 %, par rapport à 31,5 % pour l'exercice 2021, en raison principalement de l'inflation.

Secteur Matériaux de haute performance

Pour le quatrième trimestre de 2022, les produits ont atteint 29,1 M\$, comparativement à 34,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021, en raison de l'arrêt progressif des activités de fabrication des produits utilisés dans la production de matériaux de catalyse et d'extraction à Tilly, en Belgique, amorcé au début de l'exercice, qui s'est soldé par le dessaisissement de la filiale de la Société à la fin du mois de décembre 2022. Pour l'exercice 2022, les produits ont atteint 142,3 M\$, par rapport à 139,3 M\$ pour l'exercice 2021, grâce à la composition des produits et à l'augmentation des prix principalement dans le segment des produits pharmaceutiques et des soins de santé.

Pour le quatrième trimestre de 2022, la marge brute ajustée s'est établie à 22,5 %, par rapport à 18,8 % pour le quatrième trimestre de 2021, grâce à la composition des produits et à l'augmentation des prix ayant permis d'atténuer les effets de l'inflation. Pour l'exercice 2022, la marge brute ajustée s'est établie à 20,4 %, par rapport à 19,8 % pour l'exercice 2021.

Résultat d'exploitation, BAIIA et BAIIA ajusté

(en milliers de dollars américains)	T4 2022	T4 2021	Variation	E 2022	E 2021	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Semiconducteurs spécialisés	5 690	8 304	(31) %	24 318	18 817	29 %
Matériaux de haute performance	3 997	5 159	(23) %	17 277	18 957	(9) %
Siège social	(2 982)	(3 377)	(12) %	(11 567)	(9 535)	21 %
BAIIA ajusté¹	6 705	10 086	(34) %	30 028	28 239	6 %
BAIIA¹	(3 671)	7 822	(147) %	4 636	24 988	(81) %
Résultat d'exploitation	(8 219)	4 538	(281) %	(13 054)	12 871	(201) %

Pour le quatrième trimestre de 2022, la Société a généré un BAIIA ajusté¹ de 6,7 M\$, en baisse de 3,4 M\$ par rapport à 10,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Semiconducteurs spécialisés a diminué de 2,6 M\$, en raison principalement de l'apport des activités d'AZUR au BAIIA ajusté qui s'est réparti sur l'ensemble des trimestres de l'exercice 2022, alors que pour l'exercice 2021, la presque totalité de l'apport avait été réalisée au cours du quatrième trimestre, à la suite de son acquisition en novembre 2021. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux de haute performance a diminué de 1,2 M\$, affecté principalement par l'inflation et l'arrêt progressif des activités de fabrication de produits à faible marge à Tilly, en Belgique, suivi du dessaisissement de la filiale. Se reporter à la rubrique « Dessaisissement de 5N Belgium SA » pour de plus amples renseignements.

Pour l'exercice 2022, la Société a généré un BAIIA ajusté de 30,0 M\$, par rapport à 28,2 M\$ pour l'exercice précédent, malgré les effets négatifs du conflit entre la Russie et l'Ukraine au premier trimestre de 2022, la hausse de l'inflation et l'arrêt progressif des activités à Tilly, en Belgique, suivi du dessaisissement de la filiale. Des dépenses additionnelles en lien avec l'intégration d'AZUR, d'autres projets du siège social et les effets de l'inflation ont été engagées par le siège social.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Pour le quatrième trimestre de 2022, le BAIIA¹ a diminué pour s'établir à (3,7 M\$), contre 7,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021. La diminution de 11,5 M\$ s'explique principalement par une baisse du BAIIA ajusté¹ de 3,4 M\$ en raison des facteurs mentionnés précédemment ainsi que par une perte sur le dessaisissement d'une filiale de 7,8 M\$ et des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration de 1,6 M\$.

Pour l'exercice 2022, le BAIIA s'est établi à 4,6 M\$, contre 25,0 M\$ pour l'exercice 2021. L'augmentation de 1,8 M\$ du BAIIA ajusté n'a pas été suffisante pour contrebalancer les éléments susmentionnés et la dépréciation des actifs non courants de 5,4 M\$ comptabilisée au début de l'exercice afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable des immobilisations incorporelles touchées par le conflit entre la Russie et l'Ukraine. En plus de la perte sur le dessaisissement d'une filiale comptabilisée au quatrième trimestre de 2022, la Société a comptabilisé un montant de 7,1 M\$ au titre de la dépréciation des actifs non courants au troisième trimestre de 2022 pour tenir compte de son intention d'arrêter la fabrication, à Tilly, en Belgique, de produits à faible marge utilisés dans la production de matériaux de catalyse et d'extraction.

Pour le quatrième trimestre de 2022, la perte d'exploitation a été de 8,2 M\$, par rapport à un résultat d'exploitation de 4,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021. Pour l'exercice 2022, la perte d'exploitation a été de 13,1 M\$ par rapport à un résultat d'exploitation de 12,9 M\$ pour l'exercice 2021. Les diminutions découlent essentiellement des facteurs qui précèdent.

Secteur Semiconducteurs spécialisés

Pour le quatrième trimestre de 2022, le BAIIA ajusté a diminué de 2,6 M\$ pour atteindre 5,7 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté¹ de 18 %, comparativement à 28 % pour le quatrième trimestre de 2021, en raison de la différence dans le moment où les subventions de recherche et développement et les autres produits ont été comptabilisés. Pour l'exercice 2022, le BAIIA ajusté a augmenté de 5,5 M\$ pour atteindre 24,3 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 20 %, comparativement à 27 % pour la période correspondante de 2021, grâce au moment où l'apport des activités d'AZUR a été réalisé.

Secteur Matériaux de haute performance

Pour le quatrième trimestre de 2022, le BAIIA ajusté a diminué de 1,2 M\$ pour atteindre 4,0 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 14 %, comparativement à 15 % pour le quatrième trimestre de 2021. Pour l'exercice 2022, le BAIIA ajusté a diminué de 1,7 M\$ pour atteindre 17,3 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 12 %, par rapport à 14 % pour l'exercice 2021.

Résultat net et résultat net ajusté

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	(8 146)	980	(22 999)	3 110
Résultat de base par action	(0,09) \$	0,01 \$	(0,26) \$	0,04 \$
Éléments de rapprochement :				
(Recouvrement) charge au titre de la rémunération à base d'actions	(171)	(460)	999	689
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	3 210	1 644	3 823	2 144
Dépréciation des actifs non courants	-	-	12 478	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	7 834	-	7 834	-
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	216	-
Recouvrement d'impôt sur les éléments imposables ci-dessus	(595)	(285)	(2 618)	(589)
Résultat net ajusté¹	2 132	1 879	(267)	5 354
Résultat de base ajusté par action¹	0,02 \$	0,02 \$	- \$	0,06 \$

Pour le quatrième trimestre de 2022, la perte nette a été de 8,1 M\$, ou 0,09 \$ par action, comparativement à un résultat net de 1,0 M\$, ou 0,01 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2021. Le résultat net ajusté¹ a été de 2,1 M\$, ou 0,02 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2022, par rapport à 1,9 M\$, ou 0,02 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2021.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Pour l'exercice 2022, la perte nette a été de 23,0 M\$, ou 0,26 \$ par action, par rapport à un résultat net de 3,1 M\$, ou 0,04 \$ par action, pour l'exercice 2021. La perte nette ajustée¹ a été de 0,3 M\$, ou néant par action, pour l'exercice 2022, par rapport à un résultat net ajusté¹ de 5,4 M\$, ou 0,06 \$ par action, pour l'exercice 2021.

Outre le recouvrement d'impôt, les éléments de rapprochement pour établir le résultat net ajusté pour le quatrième trimestre de 2022 et l'exercice 2022 ont été la charge (le recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, les coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, la dépréciation des actifs non courants, la perte sur le dessaisissement d'une filiale et la perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente. Se reporter à la rubrique « Charges » pour de plus amples renseignements.

Carnet de commandes et nouvelles commandes

(en milliers de dollars américains)	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T4 2022	T3 2022	T4 2021	T4 2022	T3 2022	T4 2021
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Semiconducteurs spécialisés	129 710	104 336	94 363	57 325	71 013	83 180
Matériaux de haute performance	39 611	35 054	60 454	33 648	23 959	39 512
Total	169 321	139 390	154 817	90 973	94 972	122 692

Certains résultats comparatifs ont été ajustés pour tenir compte d'un changement dans la présentation des secteurs.

(nombre de jours en fonction des produits annualisés)*	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T4 2022	T3 2022	T4 2021	T4 2022	T3 2022	T4 2021
Semiconducteurs spécialisés	370	297	293	164	202	258
Matériaux de haute performance	124	93	160	106	64	105
Moyenne pondérée	253	192	221	136	131	175

* Le carnet de commandes et les nouvelles commandes sont également présentés en nombre de jours pour éliminer l'incidence des prix des produits de base.

Quatrième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2022

Au 31 décembre 2022, le carnet de commandes¹ représentait 253 jours de produits annualisés, en hausse de 61 jours, ou 32 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2022. Cette hausse est principalement attribuable aux négociations fructueuses de contrats à long terme dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, ce qui confirme le potentiel de croissance à court terme relatif aux produits utilisés dans les applications destinées aux secteurs de l'énergie renouvelable et de l'industrie spatiale.

Au 31 décembre 2022, le carnet de commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés représentait 370 jours de produits annualisés, en hausse de 73 jours, ou 25 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2022. Le carnet de commandes du secteur Matériaux de haute performance représentait 124 jours de produits annualisés, ce qui correspond à une hausse de 31 jours, ou 33 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2022. La hausse pour le secteur Matériaux de haute performance est principalement attribuable au moment du renouvellement des contrats clés, qui a généralement lieu au cours du quatrième trimestre.

Les nouvelles commandes¹ du secteur Semiconducteurs spécialisés ont représenté 164 jours pour le quatrième trimestre de 2022, en baisse de 38 jours par rapport à 202 jours pour le troisième trimestre de 2022. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux de haute performance ont représenté 106 jours pour le quatrième trimestre de 2022, soit une hausse de 42 jours, comparativement à 64 jours pour le troisième trimestre de 2022. Les nouvelles commandes sont calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Par conséquent, les facteurs expliquant l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes s'appliquent également à l'augmentation ou à la diminution des nouvelles commandes.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Quatrième trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021

Au 31 décembre 2022, le carnet de commandes¹ du secteur Semiconducteurs spécialisés a augmenté de 77 jours. Cette augmentation est attribuable en grande partie aux négociations fructueuses de contrats à long terme dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, ce qui confirme le potentiel de croissance à court terme relatif aux produits utilisés dans les applications destinées aux secteurs de l'énergie renouvelable et de l'industrie spatiale. Le carnet de commandes du secteur Matériaux de haute performance représentait 124 jours, en baisse de 36 jours par rapport à 160 jours pour le quatrième trimestre de 2021. Cette baisse découle principalement du fait que la Société s'est départie de ses activités à Tilly, en Belgique.

À la suite de l'acquisition d'AZUR au quatrième trimestre de 2021, l'intégration de son carnet de commandes avait donné lieu à une augmentation plus importante qu'à l'habitude des nouvelles commandes¹ pour le secteur Semiconducteurs spécialisés, ce qui explique en grande partie la diminution de 94 jours des nouvelles commandes de ce secteur pour le quatrième trimestre de 2022. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux de haute performance ont augmenté de 1 jour par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Charges

(en milliers de dollars américains)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
	\$	\$	\$	\$
Amortissement	4 051	4 364	17 732	12 535
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	7 183	7 025	28 565	21 883
(Recouvrement) charge au titre de la rémunération à base d'actions	(171)	(460)	999	689
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	3 210	1 644	3 823	2 144
Dépréciation des actifs non courants	-	-	12 478	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	7 834	-	7 834	-
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	216	-
Charges financières	219	2 244	5 234	4 131
(Recouvrement) charge d'impôt	(292)	1 314	4 711	5 630
Total des charges	22 034	16 131	81 592	47 012

Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à 4,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022 et à 17,7 M\$ pour l'exercice 2022, par rapport à respectivement 4,4 M\$ et 12,5 M\$ pour les périodes correspondantes de 2021. La hausse pour l'exercice 2022 s'explique principalement par l'augmentation des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation faisant suite à l'acquisition d'AZUR au quatrième trimestre de 2021.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 7,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022 et à 28,6 M\$ pour l'exercice 2022, par rapport à respectivement 7,0 M\$ et 21,9 M\$ pour les périodes correspondantes de 2021. Ces hausses s'expliquent principalement par l'acquisition d'AZUR au quatrième trimestre de 2021, l'inflation qui s'est répercutée sur divers frais et la levée des restrictions liées à la COVID-19.

(Recouvrement) charge au titre de la rémunération à base d'actions

Le recouvrement au titre de la rémunération à base d'actions s'est établi à 0,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022, par rapport à 0,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021. Pour l'exercice 2022, la charge au titre de la rémunération à base d'actions s'est établie à 1,0 M\$, par rapport à 0,7 M\$ pour l'exercice 2021.

Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration

Pour le quatrième trimestre de 2022 et l'exercice 2022, la Société a comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration de respectivement 3,2 M\$ et 3,8 M\$. Ces coûts comprennent un montant de 2,6 M\$ au titre du dessaisissement d'une filiale, un montant de 0,4 M\$ en lien avec la fermeture d'un site en Asie, un montant de 0,2 M\$ découlant d'un changement à l'équipe de haute direction de la Société comptabilisé au deuxième trimestre de 2022 et un montant de 0,4 M\$ pour le règlement d'un contrat à l'amiable comptabilisé au premier trimestre de 2022.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Pour l'exercice 2021, la Société avait comptabilisé une charge de 1,5 M\$ à la suite de l'annonce d'un changement à son équipe de haute direction ainsi qu'une provision pour coûts de restructuration de 0,6 M\$ qui comprenait les coûts liés à une indemnité de départ et d'autres coûts associés à la fermeture d'un site en Asie.

Dépréciation des actifs non courants

Au cours du troisième trimestre de 2022, la Société a comptabilisé, pour le secteur Matériaux de haute performance, un montant de 7,1 M\$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants (2,4 M\$ pour les bâtiments, 4,6 M\$ pour l'équipement et 0,1 M\$ pour le mobilier et les agencements) afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable des immobilisations corporelles découlant de son intention de mettre fin aux activités de production à son installation de Tilly, en Belgique.

Au cours du premier trimestre de 2022, la Société a comptabilisé, pour le secteur Semiconducteurs spécialisés, un montant de 5,4 M\$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants (5,1 M\$ pour les relations clients et 0,3 M\$ pour d'autres immobilisations incorporelles) afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable des immobilisations incorporelles tenant compte de l'incidence du conflit entre la Russie et l'Ukraine sur les relations de la Société avec ses clients établis en Russie. Les hypothèses initiales de la Société relatives aux flux de trésorerie futurs provenant de ces clients ne peuvent plus être justifiées, compte tenu des sanctions internationales adoptées contre la Russie, ainsi que de l'incertitude entourant le conflit entre l'Ukraine et la Russie et sa durée indéterminée.

Perte sur le dessaisissement d'une filiale

Au cours du quatrième trimestre de 2022, la Société s'est départie de sa participation de 100 % dans 5N Plus Belgium SA et a comptabilisé une perte sur le dessaisissement d'une filiale de 7,8 M\$. Se reporter à la rubrique « Dessaisissement de 5N Belgium SA » pour de plus amples renseignements.

Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente

Au cours du troisième trimestre de 2022, la Société a comptabilisé une perte de 0,2 M\$ sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente. L'actif, qui était auparavant présenté comme détenu en vue de la vente dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, est lié à un reclassement de bâtiments pour un montant de 3,0 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2022. Le reclassement a fait suite à la relocalisation prévue, au Canada, des activités de l'une des filiales de la Société en Asie, qui avait été annoncée au troisième trimestre de 2020.

Charges financières

Les charges financières se sont établies à 0,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022, par rapport à 2,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021. La variation positive découle principalement des produits d'intérêts obtenus à la suite du règlement récent d'un arbitrage en fiscalité internationale en lien avec les activités que la Société exerce dans deux pays et d'un profit de change et au titre de dérivés, le tout contrebalancé par des intérêts sur la dette à long terme et des intérêts théoriques plus élevés à la suite de l'acquisition d'AZUR, ainsi que par l'augmentation importante des taux d'intérêt au cours du deuxième semestre de 2022.

Les charges financières se sont établies à 5,2 M\$ pour l'exercice 2022, comparativement à 4,1 M\$ pour l'exercice 2021. La variation défavorable découle principalement des facteurs qui précèdent, à l'exception des pertes de change et au titre de dérivés qui ont été moins élevées pour l'exercice 2022 que pour l'exercice 2021.

Impôt sur le résultat

La Société a affiché une perte avant impôt sur le résultat de 8,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022 et de 18,3 M\$ pour l'exercice 2022. Le recouvrement d'impôt s'est établi à 0,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022 et la charge d'impôt, à 4,7 M\$, pour l'exercice 2022, par rapport à une charge d'impôt de respectivement 1,3 M\$ et 5,6 M\$ pour les périodes correspondantes de 2021. Les actifs d'impôt différé applicables dans certains pays seulement ont eu une incidence sur les montants inscrits dans les deux périodes.

Situation financière et sources de financement

(en milliers de dollars américains)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation avant ce qui suit :	5 478	5 604	13 498	16 553
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	7 927	(3 233)	10 243	(6 283)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	13 405	2 371	23 741	10 270
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(8 895)	(42 615)	(18 994)	(49 929)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(2 308)	42 922	2 409	36 219
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	317	107	(405)	(570)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 519	2 785	6 751	(4 010)

Pour le quatrième trimestre de 2022, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 13,4 M\$, comparativement à 2,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021, favorisés par la réalisation du fonds de roulement détenu à Tilly, en Belgique, avant le dessaisissement. Pour l'exercice 2022, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 23,8 M\$ par rapport à 10,3 M\$ pour l'exercice 2021. L'augmentation pour l'exercice 2022 s'explique par la variation positive des soldes du fonds de roulement hors trésorerie.

Pour le quatrième trimestre de 2022, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 8,9 M\$ par rapport à 42,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021. Pour l'exercice 2022, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 19,0 M\$, comparativement à 49,9 M\$ pour l'exercice 2021. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour l'exercice 2021 étaient constitués d'une somme de 42,3 M\$ liée à l'acquisition d'AZUR et d'une somme de 2,0 M\$ liée à l'acquisition d'une participation minoritaire dans Microbion Corporation. En revanche, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour l'exercice 2022 s'expliquent surtout par le moment où des ajouts d'immobilisations corporelles ont eu lieu, notamment le projet Saint-Laurent à Montréal, au Canada, en partie contrebalancés par le produit de la sortie d'actifs détenus en vue de la vente de 2,8 M\$ pour le troisième trimestre de 2022.

Pour le quatrième trimestre de 2022, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 2,3 M\$, par rapport à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 42,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021. Pour l'exercice 2022, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 2,4 M\$, par rapport à 36,2 M\$ pour l'exercice 2021. Cette variation s'explique en grande partie par les différences entre les montants nets empruntés sur la facilité de crédit au cours des périodes. Pour l'exercice 2021, la Société avait effectué un emprunt important aux termes de la facilité de crédit pour financer l'acquisition d'AZUR, déduction faite du remboursement des emprunts contractés par AZUR relativement à de l'équipement.

Fonds de roulement

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
Stocks	86 254	95 526
Autres actifs courants	100 908	99 996
Passif courant	(62 846)	(65 059)
Fonds de roulement¹	124 316	130 463
Ratio du fonds de roulement¹	2,98	3,01

La diminution du fonds de roulement¹ de 6,1 M\$ par rapport au 31 décembre 2021 est principalement attribuable au dessaisissement de la filiale de Tilly, en Belgique, à la fin de l'exercice 2022, contrebalancé par la hausse des autres actifs courants et la baisse du passif courant en lien avec les activités restantes.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Dette nette

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
Dette bancaire	-	-
Dette à long terme, y compris la partie courante	121 000	116 000
Total de la dette¹	121 000	116 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(42 691)	(35 940)
Dette nette¹	78 309	80 060

Le total de la dette¹ au 31 décembre 2022 s'établissait à 121,0 M\$, par rapport à 116,0 M\$ à la fin de l'exercice précédent, en raison d'un emprunt de 10,0 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2022 et de remboursements de 2,5 M\$ aux termes de la facilité de crédit au cours des troisième et quatrième trimestres de 2022.

La dette nette¹, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, a diminué de 1,8 M\$, pour s'établir à 78,3 M\$ au 31 décembre 2022, par rapport à 80,1 M\$ au 31 décembre 2021.

Sources de financement à court terme disponibles

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	42 691	35 940
Facilité de crédit renouvelable disponible	28 000	33 000
Sources de financement à court terme disponibles	70 691	68 940

En juin 2022, la Société a conclu une facilité de crédit multidevise renouvelable garantie de premier rang de 124,0 M\$ échéant en avril 2026 pour remplacer sa facilité renouvelable garantie de premier rang de 124,0 M\$ échéant en avril 2023. En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 30,0 M\$ sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs. Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars de Hong Kong (à hauteur de 4,0 M\$) peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Les emprunts portent intérêt au taux préférentiel du Canada, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong ou au taux SOFR majoré d'une marge fondée sur le ratio dette nette de premier rang/BAIIA¹ consolidé de la Société. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

En février 2019, un prêt subordonné à terme d'une durée de cinq ans a été consenti à la Société par Investissement Québec. Le prêt a été déboursé en deux tranches, soit 5,0 M\$ le 6 février 2019 et 20,0 M\$ le 22 mars 2019. Les deux tranches du prêt à terme portent intérêt à un taux correspondant au taux de swap sur cinq ans libellé en dollars américains, majoré d'une marge de 4,19 %, soit respectivement 6,82 % et 6,64 %. En vertu des modalités du prêt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Informations relatives aux actions

	Au 21 février 2023	Au 31 décembre 2022
Actions émises et en circulation	88 330 236	88 330 236
Options sur actions pouvant être émises	1 598 938	1 598 938

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement

Le 4 novembre 2015, la Société a adopté un nouveau régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement (le « régime ») pour remplacer le régime d'unités d'actions restreintes précédent. Le régime permet à la Société d'attribuer aux participants admissibles : i) des unités d'actions restreintes fictives qui s'acquiescent au plus tard trois ans après la date d'attribution; et ii) des unités d'actions liées au rendement fictives qui s'acquiescent au terme de

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

certaines périodes, d'au plus trois ans, et en fonction de l'atteinte de certains critères de rendement déterminés par le conseil d'administration. Ce type de régime prévoit le règlement des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées au rendement au comptant ou en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Société, d'un montant équivalent au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la TSX au cours des cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement.

Pour l'exercice 2022, dans le cadre du régime, la Société a attribué 95 881 unités d'actions restreintes (164 412 pour 2021), elle en a réglé 146 549 (413 710 pour 2021) et 13 110 unités d'actions restreintes ont été annulées par déchéance (143 851 pour 2021). Au 31 décembre 2022, 278 481 unités d'actions restreintes étaient en cours (342 259 pour 2021) dans le cadre du régime.

Pour l'exercice 2022, la Société n'a attribué aucune unité d'action liée au rendement (aucune pour 2021), elle n'en a réglé aucune (166 700 pour 2021) et 200 000 unités d'actions liées au rendement ont été annulées (230 000 en 2021). Au 31 décembre 2022, aucune unité d'action liée au rendement n'était en cours (200 000 pour 2021).

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000. Les options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation le 31 décembre 2022 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. À moins que le conseil d'administration juge approprié d'en décider autrement, les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société, et après un an pour les administrateurs retraités.

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en circulation :

	2022		2021	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$ CA		\$ CA
En circulation au début de l'exercice	825 968	2,46	672 600	2,09
Attribuées	772 970	1,33	648 212	2,49
Exercées	-	-	(428 678)	1,88
Annulées par déchéance	-	-	(66 166)	2,78
En circulation à la fin de l'exercice	1 598 938	1,91	825 968	2,46
Exercables à la fin de l'exercice	457 749	2,41	267 007	2,33

Arrangements hors bilan

La Société a parfois recours à des arrangements hors bilan, puisque la plupart des contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière consolidé depuis l'adoption de la norme IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019. Tout arrangement hors bilan porte sur des obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères ainsi qu'aux fluctuations des taux d'intérêt de sa facilité de crédit et peut conclure à l'occasion des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt ou de devises afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 19 et 27 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Rapport de gestion

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie contractuels des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2022 :

(en milliers de dollars américains)	Valeur comptable	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs et charges à payer	40 200	40 200	-	-	-	-	40 200
Dettes à long terme	121 000	7 836	31 584	6 166	98 055	-	143 641
Obligations locatives	30 402	2 770	2 601	2 494	2 451	24 834	35 150
Total	191 602	50 806	34 185	8 660	100 506	24 834	218 991

Engagements

Au 31 décembre 2022, dans le cours normal des activités, la Société avait conclu des lettres de crédit d'un montant de 0,9 M\$ (1,0 M\$ au 31 décembre 2021).

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs éventuels ou à des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Acquisition d'AZUR

Le 5 novembre 2021, la Société a acquis toutes les actions émises et en circulation d'AZUR pour un prix d'acquisition de 50,1 M€, sous réserve d'ajustements postérieurs à la clôture, en contrepartie de 6,5 millions d'actions de 5N Plus, émises à même le capital et d'une valeur de 12,4 M€, et d'un paiement en trésorerie de 37,7 M€. Par ailleurs, la Société a financé le fonds de roulement et des emprunts relatifs à de l'équipement pour un montant de 23,8 M€. La tranche en trésorerie de la transaction ainsi que le fonds de roulement ont été financés au moyen des liquidités de la Société et d'une facilité de crédit de premier rang. Les coûts de transaction de 0,3 M\$ pour 2022 (0,7 M\$ pour 2021 et 0,5 M\$ pour 2020) ont été passés en charges à l'état du résultat net consolidé au moment où ils ont été engagés.

Située à Heilbronn en Allemagne, AZUR est un chef de file mondial dans la conception et la fabrication de cellules solaires multijonctions à partir de composés semiconducteurs III-V. L'intégration d'AZUR a permis à la Société non seulement de renforcer sa position dans le secteur des énergies renouvelables, mais aussi de consolider sa réputation à titre de fournisseur fiable et concurrentiel au sein des programmes spatiaux des États-Unis et de l'Europe, notamment en tirant parti de l'adhésion du Canada à l'Agence spatiale européenne (ESA).

Afin d'estimer la juste valeur des immobilisations incorporelles, la direction a utilisé la méthode des bénéfices excédentaires pour évaluer les relations clients et la méthode de l'exonération de redevances pour évaluer la technologie et les noms commerciaux, en s'appuyant sur des modèles de flux de trésorerie actualisés. La direction a formulé des hypothèses importantes quant aux prévisions relatives aux produits et à la marge brute, aux taux de rétention des clients, aux taux de redevances et aux taux d'actualisation.

Les tableaux qui suivent présentent la contrepartie payée et l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. À l'issue de cette évaluation finale, la Société n'a pas retraité l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2021, les ajustements apportés n'étant pas jugés significatifs. Elle a également déterminé que l'incidence nette de ces ajustements sur le résultat net n'était pas significative pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, et les a donc comptabilisés à l'état du résultat net consolidé pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Contrepartie transférée

	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 301
Contrepartie à payer ¹⁾	9 158
Actions ordinaires émises	14 249
	57 708

¹⁾ Cette somme de 8,0 M€ détenue en mains tierces et comptabilisée dans les autres actifs courants devrait être libérée dans les 12 mois conformément aux modalités de la convention d'achat d'actions.

Actifs acquis identifiés et passifs repris

(en milliers de dollars américains)

	Montants provisoires	Ajustements	Montants définitifs
	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 017	-	1 017
Créances	8 342	1 057	9 399
Stocks	21 394	(1 057)	20 337
Autres actifs courants	256	-	256
Immobilisations corporelles	31 128	4 993	36 121
Actifs au titre de droits d'utilisation	21 626	(938)	20 688
Immobilisations incorporelles	32 144	(973)	31 171
Autres actifs	5	-	5
Goodwill	13 841	(2 016)	11 825
Total des actifs acquis	129 753	1 066	130 819
Dettes fournisseurs et charges à payer	7 291	-	7 291
Partie courante des produits différés	4 906	(1 294)	3 612
Dettes à long terme ¹	27 396	-	27 396
Obligations au titre des régimes d'avantages du personnel	2 673	-	2 673
Obligations locatives	21 626	(938)	20 688
Produits différés	-	2 011	2 011
Autres passifs	1 059	216	1 275
Passifs d'impôt différé	7 094	1 071	8 165
Total des passifs repris	72 045	1 066	73 111
Total des actifs nets	57 708	-	57 708

¹⁾ La dette à long terme reprise a été entièrement remboursée le 5 novembre 2021.

Pour la période de 57 jours close le 31 décembre 2021, AZUR a contribué à hauteur de 17,0 M\$ aux produits et de 2,3 M\$ au résultat net inclus à l'état du résultat net consolidé de la Société selon les opérations réalisées après la date d'acquisition. Si l'acquisition d'AZUR avait été conclue le 1^{er} janvier 2021, la Société estime que ses produits et son résultat net consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 se seraient élevés à respectivement 261,0 M\$ et néant, compte tenu de la somme additionnelle comptabilisée au titre de la dotation aux amortissements en lien avec la répartition préliminaire du prix d'acquisition. AZUR fournit des produits à ses clients sur la base des projets conclus, ce qui donne lieu à une répartition inégale des produits et à une rentabilité variable d'une période à l'autre.

Le montant comptabilisé au titre du goodwill n'est pas déductible fiscalement. Les créances sont présentées déduction faite d'une correction de valeur pour perte de 28 000 \$.

Dessaisissement de 5N Belgium SA

Le 19 décembre 2022, la Société s'est départie de sa participation de 100 % dans 5N Plus Belgium SA, dont les résultats étaient auparavant présentés dans le secteur Matériaux de haute performance, et a comptabilisé une perte sur dessaisissement de 7,8 M\$. La décision de cesser la production des produits à faible marge utilisés dans les applications de catalyse et d'extraction fait suite à la revue stratégique menée par la Société à l'égard de ses activités traditionnelles. Dans le cadre de la transaction, une provision de 2,6 M\$ a été comptabilisée dans les coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration afin de permettre aux nouveaux propriétaires d'assurer la conformité du site aux plus récentes normes environnementales et de couvrir d'autres coûts connexes. De ce montant, une somme de 2,0 M€, ou 2,1 M\$, est détenue en mains tierces. Avant le dessaisissement, la Société avait comptabilisé une charge de dépréciation de 7,1 M\$ à l'égard de ses immobilisations corporelles alors qu'elle avait annoncé son intention de mettre fin aux activités de production de son installation de Tilly, en Belgique.

Si le dessaisissement de 5N Belgium SA avait été conclu au 1^{er} janvier 2022, le BAIIA ajusté¹ consolidé aurait été plus élevé d'environ 2,0 M\$, et les produits du secteur Matériaux de haute performance auraient été moins élevés de 39,3 M\$.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À la lumière de leur évaluation de l'efficacité du CIIF de la Société, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le CIIF a été conçu de façon adéquate et qu'il fonctionnait de façon efficace, selon le référentiel intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« référentiel COSO 2013 »).

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le CIIF n'a subi, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

Adoption de nouvelles normes comptables et changements futurs de méthodes comptables

Adoption de nouvelles normes comptables

IFRS 3 – Regroupement d'entreprises

Le 1^{er} janvier 2022, la Société a adopté les modifications d'IFRS 3 visant à mettre à jour une référence au Cadre conceptuel. À la suite de ces modifications, IFRS 3 fera référence à la version actuelle du Cadre conceptuel plutôt qu'à celle en vigueur au moment de l'élaboration d'IFRS 3. Ces modifications indiquent également que, dans le but de déterminer certains passifs dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la définition d'un passif telle qu'elle est énoncée dans IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, doit remplacer la définition énoncée dans le Cadre conceptuel. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, l'adoption anticipée étant autorisée. L'application des modifications n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

IAS 16 – Immobilisations corporelles

Le 1^{er} janvier 2022, la Société a adopté les modifications d'IAS 16 portant sur la comptabilisation des produits antérieurs à l'utilisation prévue. Le produit de la vente d'éléments produits pendant la préparation d'une immobilisation corporelle en vue de son utilisation prévue ne peut pas être déduit du coût de l'immobilisation corporelle. Il doit plutôt être immédiatement comptabilisé à l'état du résultat net consolidé. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, l'adoption anticipée étant autorisée. L'application des modifications n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

IFRS 9 – Instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2022, la Société a adopté la modification d'IFRS 9 qui précise quels honoraires doivent être pris en compte lors de l'application du critère relatif à la décomptabilisation à un passif financier modifié. L'IASB a précisé que seuls les honoraires payés ou reçus entre l'emprunteur et le prêteur doivent être pris en compte. La modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, l'adoption anticipée étant autorisée. L'application des modifications n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Changements futurs de méthodes comptables

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur :

IAS 1 – Présentation des états financiers

En janvier 2020, l'IASB a publié des modifications à apporter à IAS 1 afin de clarifier les exigences en matière de classement des passifs dans l'état de la situation financière. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024. La Société évalue actuellement l'incidence des modifications sur ses états financiers consolidés.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui fait largement appel au jugement.

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

Les immobilisations incorporelles et le matériel connexe qui ne sont pas encore prêts à être utilisés et les UGT auxquelles le goodwill est affecté sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année, ce qui fait également largement appel au jugement. Pour déterminer la valeur recouvrable (valeur d'utilité ou juste valeur diminuée des coûts de sortie), la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Pour évaluer les flux de trésorerie futurs attendus pour les immobilisations incorporelles et corporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées et les UGT auxquelles le goodwill est affecté, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs à partir des prévisions et des estimations de prix obtenues de diverses sources de marché. Ces hypothèses clés ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels seront différents et pourraient donner lieu à des ajustements des immobilisations de la Société dans des périodes futures.

Rapport de gestion

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au titre du risque de marché et de facteurs de risque propres aux actifs. Par leur nature, les actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés comme prévu présentent un degré élevé d'incertitude de mesure, puisque leur valeur dépend d'informations prospectives de marché et de la capacité de la Société à terminer le projet et à réaliser les bénéfices prévus. La direction est d'avis que les hypothèses qui suivent sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc se répercuter sur la valeur des actifs dans l'année qui suit : les prix des métaux qui ont une incidence sur les produits et les marges sur les métaux et le taux d'actualisation.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont sensibles aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Regroupement d'entreprises

La Société doit formuler des hypothèses et des estimations pour déterminer la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Ces estimations sont fondées sur des événements futurs, des prévisions de flux de trésorerie, de charges d'exploitation et de dépenses en immobilisations attendus, ainsi que sur les taux d'actualisation estimés. L'évaluation initiale des actifs acquis et des passifs repris peut être ajustée de manière rétrospective afin de refléter les nouvelles informations obtenues, jusqu'à la finalisation de l'évaluation, qui doit être effectuée dans un délai de un an après la date d'acquisition.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable. Se reporter à la note 18 des états financiers consolidés de 2022 de la Société.

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des administrateurs et des membres de la direction. Les transactions avec ces parties liées sont décrites à la note 26 des états financiers consolidés audités de 2022 de la Société.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 19, « Juste valeur des instruments financiers », des états financiers consolidés audités de 2022 de la Société.

La juste valeur des instruments financiers était comme suit :

(en milliers de dollars américains)	2022	2021
	\$	\$
Convention de dépôt indexé	5 517	4 819
Placement en instruments de capitaux propres	2 000	2 000
Placement affecté	620	713
Swap de taux d'intérêt	-	(109)

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des stratégies de gestion du risque connexes, se reporter à la note 27 des états financiers consolidés audités de 2022 de la Société.

Taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de sa dette à long terme soit constituée de créances subordonnées à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait une incidence d'environ 1,0 M\$ sur le résultat net de la Société sur une période de douze mois en fonction des soldes impayés au 31 décembre 2022.

Monnaies étrangères

Les ventes de la Société sont principalement libellées en dollars américains, alors qu'une partie de ses charges d'exploitation sont libellées dans des monnaies locales, comme l'euro et le dollar canadien. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, ce qui réduit en partie l'incidence des fluctuations des taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change au regard de la monnaie fonctionnelle appropriée.

De plus, à l'occasion, la Société peut conclure des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens et d'euros. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain est engagée en dollars canadiens et en euros. La Société peut également conclure des contrats de change en vue de vendre des euros en échange de dollars américains. Au 31 décembre 2022, la Société n'avait aucun contrat de change en cours.

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains les principales expositions de la Société au risque de change au 31 décembre 2022 :

(en milliers de dollars américains)	\$ CA	Euro	Livre sterling	HKD	MYR	Autre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	686	4 164	14	21	156	9
Créances	513	4 707	-	-	1	128
Autres actifs courants	5 517	10 613	-	-	-	-
Autres actifs non courants	-	620	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(10 834)	(16 175)	(317)	(199)	(219)	(149)
Obligations locatives	(6 033)	(339)	-	(171)	-	-
Actifs (passifs) financiers nets	(10 151)	3 590	(303)	(349)	(62)	(12)

Pour les filiales de la Société dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain, l'exposition des actifs financiers et des passifs financiers libellés en dollars américains est de respectivement 6,8 M\$ et 0,6 M\$, pour une position nette de 6,3 M\$. Un raffermissement ou un affaiblissement de cinq points de pourcentage du taux de change entre les monnaies fonctionnelles de ces filiales et le dollar américain entraînerait une diminution ou une augmentation de 0,3 M\$ du résultat avant impôt sur le résultat.

Rapport de gestion

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de cinq points de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2022 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

(en milliers de dollars américains)	\$ CA	Euro	Livre sterling	HKD	MYR	Autre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Raffermissment de 5 %	(508)	179	(15)	(17)	(3)	(1)
Affaiblissement de 5 %	508	(179)	15	17	3	1

Crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion du risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée selon IFRS 9, qui consiste à évaluer la correction de valeur pour pertes de crédit attendues en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Le taux de pertes attendues de la Société est estimé à la lumière des pertes de crédit subies au cours des trois exercices précédant la fin de la période. Les taux de pertes historiques sont alors ajustés en fonction des informations actuelles et prospectives sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société. Dans le passé, la Société n'a pas subi de pertes importantes relativement à ses créances clients. Par conséquent, la correction de valeur pour pertes à la fin de chaque période et la variation comptabilisée pour chaque période sont négligeables.

Aux 31 décembre 2022 et 2021, la Société avait comptabilisé une correction de valeur pour pertes de 0,1 M\$. La correction de valeur pour pertes est incluse dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et est présentée nette des montants repris au titre de corrections de valeur de périodes antérieures.

Liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives. Afin de se conformer à ces clauses restrictives, la Société devra respecter ses estimations du BAIIA¹ et des flux de trésorerie. La direction est d'avis que les hypothèses utilisées par la Société pour la préparation de ses estimations sont raisonnables. Le risque, toutefois, demeure. L'atteinte des résultats attendus dépend de la stabilité du prix des métaux et des autres matières premières, de la réduction de la dette grâce à l'optimisation du fonds de roulement de la Société et de la viabilité et du soutien continu des banques de la Société.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Risques et incertitudes

Dans le cours normal des activités, la Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. Nous identifions ces risques et mettons en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur la performance de la Société. Deux fois par année, le comité d'audit, le service d'audit interne du siège social et les équipes de direction des sites ont le mandat de passer en revue tous les risques d'entreprise. Les risques et les mesures d'atténuation des risques sont présentés au comité d'audit et au conseil d'administration périodiquement. La concrétisation de tous les risques décrits ci-après pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Les risques et les incertitudes qui ne sont actuellement pas connus de la Société ou que la Société ne considère actuellement pas comme significatifs pourraient devenir significatifs dans le futur, nuire à ses activités commerciales ou entraîner un recul du cours de son action.

Conjoncture économique mondiale

Un niveau de volatilité plus élevé associé à la conjoncture économique mondiale pourrait avoir une incidence sur la capacité de la Société à accéder à des sources de financement public et à obtenir du financement par emprunts ou par capitaux propres selon des modalités favorables. La Société exerce ses activités dans un contexte économique volatil. Des fluctuations considérables ou une augmentation importante des taux de chômage, des taux d'intérêt ou des taux d'inflation pourraient donc avoir une incidence sur les activités d'exploitation, la situation financière et la rentabilité de la Société. De plus, la Société est exposée au risque de marché découlant de la situation inflationniste mondiale actuelle, divers facteurs environnementaux, sociaux, politiques, économiques et sanitaires ayant eu des répercussions importantes sur l'économie mondiale. Pour réduire l'inflation, de nombreuses banques centrales procèdent actuellement au resserrement de leur politique monétaire, ce qui pèse sur les taux d'intérêt, les taux de change et le développement économique. Les risques de récession dans un ou plusieurs pays où la Société exerce ses activités augmentent et pourraient avoir des effets négatifs sur le résultat net, la situation financière ou les flux de trésorerie de la Société.

Gestion de crises et des risques liés aux changements climatiques

Des événements inattendus, incluant des crises géopolitiques, des pandémies, des épidémies, des catastrophes naturelles, telles que des catastrophes de plus en plus fréquentes provoquées par des phénomènes météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques, pourraient avoir des effets négatifs sur la capacité de la Société ou de ses fournisseurs à poursuivre leurs activités.

Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine et le Laos et, par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. Nous pourrions subir les contrecoûts importants de ces risques, qui comprennent, sans s'y restreindre, l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs ordres juridiques et fiscaux, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, les taux de change, l'expropriation et les modifications relatives aux taxes et impôts et aux autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoûts néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international.

Rapport de gestion

Parmi les conditions ou événements qui pourraient perturber notre chaîne d'approvisionnement, interrompre la production dans nos installations ou celles de nos fournisseurs ou de nos clients, augmenter le coût des ventes et des autres charges d'exploitation, entraîner d'importantes pertes d'actifs ou nécessiter d'autres dépenses en immobilisations, mentionnons les suivants :

- les incendies, les pandémies (y compris les maladies infectieuses à l'échelle régionale et mondiale), les conditions climatiques exceptionnelles ou les catastrophes naturelles telles que les ouragans, les tornades, les inondations, les tsunamis, les typhons et les séismes;
- l'instabilité politique, l'agitation sociale, les conflits de travail, les guerres ou le terrorisme;
- la perturbation des activités portuaires, des services d'expédition et des services transitaires;
- les interruptions de services et d'infrastructures de base, y compris les pannes de courant et les pénuries d'eau;
- les changements dans la conjoncture économique d'une région ou d'un pays en particulier, tels qu'une récession;
- les nouvelles exigences d'homologation; les fluctuations importantes des taux de change;
- l'invasion de l'Ukraine par la Russie;
- les nouvelles barrières commerciales;
- les modifications apportées aux exigences légales, politiques, sociales, culturelles, fiscales ou toute autre exigence réglementaire.

Nos programmes d'assurance ne couvrent pas toutes les pertes possibles ayant trait à nos activités, notamment les dommages potentiels aux actifs, les pertes de profits et la responsabilité susceptible de découler des conditions ou des événements susmentionnés. De plus, notre assurance pourrait ne pas couvrir entièrement les conséquences résultant d'une perte en raison des limites de couverture, des sous-limites de couverture ou des exclusions. Toute situation non couverte entièrement par notre assurance pourrait nuire à nos activités.

Risques liés à la Chine

Le système juridique de la Chine continentale est un régime de droit civil reposant sur des statuts écrits. Contrairement au système de *common law*, il s'agit d'un système où les décisions rendues dans des causes de droit n'ont pratiquement pas de valeur de précédent. Le système juridique de la Chine continentale évoluant rapidement, l'interprétation de bien des lois, règlements et règles peut comporter des incohérences, et leur interprétation ainsi que leur application comportent une part d'incertitude. Ces incertitudes pourraient limiter la protection juridique dont nous jouissons. De plus, la Société ne peut prédire l'incidence des faits nouveaux touchant le système juridique de la Chine continentale, notamment l'adoption de nouvelles lois, les changements aux lois existantes ou leur interprétation et leur application, ou les droits de préemption des règlements locaux par les lois nationales. Une telle incertitude à l'égard des droits contractuels, des droits de propriété (incluant la propriété intellectuelle) et des droits procéduraux pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la Société et compromettre sa capacité à poursuivre ses activités. En outre, des litiges en Chine continentale pourraient s'éterniser, ce qui occasionnerait des frais importants et détournerait les ressources de la Société et l'attention de la direction.

Le gouvernement de la Chine continentale exerce un contrôle important sur la croissance économique du territoire par son emprise sur l'attribution stratégique des ressources, le remboursement des obligations libellées en devises, la fixation de la politique monétaire et l'attribution d'un traitement préférentiel à certaines industries ou à certaines sociétés. La croissance de l'économie chinoise peut ne pas se poursuivre et tout ralentissement peut avoir un effet défavorable sur nos activités. Tout changement négatif dans la conjoncture économique de la Chine continentale, dans les politiques de son gouvernement ou dans ses lois et règlements pourrait nuire de façon importante à la croissance économique globale du territoire. De tels faits nouveaux pourraient avoir une incidence néfaste sur les activités de la Société, entraîner une baisse de la demande pour ses produits et porter atteinte à sa position concurrentielle.

Réglementation environnementale

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et de règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent ceux régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et des déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés, et la santé et sécurité au travail. Le non-respect de ces lois, règlements et permis applicables peut avoir de sérieuses conséquences, y compris nuire à notre réputation; mettre un frein à nos activités d'exploitation à l'une de nos installations; nous exposer à des amendes substantielles, à des pénalités et à des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, à des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, à des frais de nettoyage ou à d'autres frais; augmenter les coûts de développement ou de production ainsi que le nombre de litiges ou d'instances réglementaires contre nous et nuire grandement à nos activités, à nos résultats d'exploitation ou à notre situation financière. Des modifications à venir aux lois et aux règlements applicables en matière d'environnement, de santé et de sécurité pourraient entraîner une hausse considérable des frais et des contraintes liés au respect de la conformité ou autrement avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation ou notre situation financière.

Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter les lois et règlements en matière d'environnement. En ce qui a trait aux eaux usées et aux émissions atmosphériques, des dépassements des limites permises selon les lois et règlements applicables ont été relevés par le passé dans certaines installations de la Société. Pour ces installations, la Société travaille en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales et met en œuvre diverses mesures, comme la mise à niveau des équipements, en vue de respecter les limites. La direction est d'avis que la gestion des difficultés sur le plan de la conformité à la réglementation environnementale n'aura pas d'incidence significative sur les résultats ou le positionnement concurrentiel de la Société pour l'exercice 2023. De nouvelles circonstances, comme la mise en place de politiques de mise en application plus coercitives, l'adoption de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus stricts ou la découverte de nouvelles conditions environnementales, pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence négative significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

La Société pourrait faire l'objet d'attentes grandissantes de la part de ses parties prenantes en ce qui concerne les facteurs ESG, y compris de la part des investisseurs, qui accordent de plus en plus d'importance à ces facteurs lorsqu'ils évaluent leurs possibilités d'investissement. Les investissements futurs dans la Société ainsi que les partenariats futurs ou les relations commerciales futures avec la Société pourraient dépendre de divers critères ESG.

Santé et sécurité

La Société dispose de systèmes, de processus et de politiques en matière de santé, de sécurité et de bien-être qui visent à réduire les risques pour les employés, les sous-traitants et tout autre intervenant. Toutefois, sur les lieux de travail, les employés et les autres intervenants pourraient se retrouver à proximité de machinerie lourde ou de véhicules en mouvement, participer à des processus dangereux ou manipuler des matériaux très réglementés dans des endroits problématiques ou éloignés, ce qui pourrait accroître les risques pour leur santé et leur sécurité. L'incapacité de la Société ou des autres intervenants de mettre en place ou de suivre des procédures de sécurité appropriées pourrait entraîner des blessures, des maladies ou des pertes humaines ou causer des dommages à l'environnement ou aux biens de la Société ou des autres intervenants.

Prolongation du conflit armé en Ukraine

En février 2022, les forces militaires russes ont lancé une invasion en Ukraine, à laquelle le personnel militaire et le peuple ukrainiens opposent une résistance acharnée. L'issue du conflit est incertaine à l'heure actuelle. Même si AZUR a déjà réalisé des ventes en Russie par le passé, le montant de ces ventes n'est pas significatif par rapport aux ventes de la Société dans leur ensemble. La prolongation du conflit armé en Ukraine ou son extension à d'autres pays d'Europe pourrait nuire aux économies européenne et mondiale, qui pourraient également subir les contrecoups de l'interruption éventuelle de l'approvisionnement en pétrole et en gaz naturel provenant de la Russie, qui est un grand exportateur de ces combustibles. Tous les facteurs précités pourraient avoir une incidence négative sur les ventes et les résultats d'exploitation de la Société.

COVID-19

La propagation à l'échelle mondiale d'une maladie, d'un virus, dont la COVID-19, ou de toute autre maladie contagieuse pourrait avoir une incidence négative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Leurs effets sur les cycles économiques, bien que soudains, peuvent perturber temporairement les marchés où la Société exerce ses activités ainsi que la structure interne de la Société, et causer notamment des fermetures d'usines ou des pénuries de matières premières ou de main-d'œuvre, de même que les chaînes d'approvisionnement et les canaux de distribution.

Disponibilité et maintien en poste d'employés qualifiés

Nous comptons sur l'expertise et le savoir-faire des membres de notre personnel pour la poursuite de nos activités. Le départ de tout membre de notre équipe pourrait avoir une incidence négative significative sur la Société. Notre réussite future dépend aussi de notre capacité à exécuter nos plans de relève, à attirer et à garder à notre service nos employés clés et à former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise du secteur des métaux spéciaux et de la technologie d'affinage, sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles. Nous ne pouvons pas garantir que nous serons en mesure d'attirer et de garder à notre service le personnel qualifié au besoin, tout particulièrement dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre qui touche plusieurs des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités. L'incapacité de la Société à recruter et à garder à son service d'autres employés compétents dans l'avenir pourrait avoir une incidence négative sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Conventions collectives

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et nous avons des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si nous ne sommes pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions similaires lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme des grèves, des débrayages ou des lock-out, et nuire à notre performance.

Risques de litiges

Nous sommes susceptibles de faire l'objet de poursuites au civil ou autres, qu'elles soient fondées ou non. Bien que la Société constitue des provisions en prévision de tels litiges, rien ne garantit que les provisions constituées pour l'ensemble des réclamations correspondront au montant à payer pour leur règlement. Un jugement important contre la Société ou l'imposition d'une amende ou d'une pénalité élevée pourrait avoir une incidence négative considérable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Risques associés à notre stratégie de croissance

Le plan stratégique de 5N Plus vise à nous permettre d'améliorer la rentabilité tout en réduisant la volatilité des résultats et en assurant une croissance continue de la qualité grâce aux initiatives de croissance en cours et aux possibilités de fusion et d'acquisition futures. Certains des avantages attendus pourraient ne pas se matérialiser ou pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus par la direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de notre volonté, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages.

Concurrence

Nous sommes un chef de file de la production de semi-conducteurs spécialisés et de métaux de haute performance et nous avons peu de concurrents. Parmi ceux-ci, peu sont entièrement intégrés comme nous le sommes ou offrent une gamme de produits semblable. Par conséquent, nos concurrents ne sont pas en pleine mesure d'offrir une gamme de services et de produits aussi complète que la nôtre. Cependant, rien ne garantit que cette situation perdurera, et la concurrence pourrait venir d'affineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. Une plus forte concurrence pourrait avoir une incidence négative sur notre chiffre d'affaires et nos marges d'exploitation si nos concurrents accaparent une part du marché et que nous ne sommes pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Prix des produits de base

Le coût et la disponibilité de certains intrants varient en fonction d'un certain nombre de facteurs sur lesquels nous n'avons aucune prise, notamment la conjoncture politique et économique, les taux de change, l'inflation ou la déflation, l'offre et la demande de métaux à l'échelle mondiale, les fluctuations de la valeur du dollar américain et des monnaies étrangères, les opérations spéculatives, les sanctions commerciales, les tarifs, les coûts de main-d'œuvre, la concurrence, la surcapacité des producteurs et la majoration des tarifs. Toute variation de la disponibilité et des coûts des intrants pourrait avoir une incidence significative sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Ces variations peuvent être imprévisibles et se produire sur de courtes périodes. L'incapacité de la Société à récupérer les hausses de coût pourrait nuire considérablement à ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie.

Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières dont nous dépendons pour exercer nos activités. Nous nous procurons actuellement nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraison pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, par le fait même, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais liés au non-respect de certains de nos contrats d'approvisionnement.

De plus, des difficultés d'approvisionnement supplémentaires découlant de la conjoncture économique engendrée par la pandémie de COVID-19, telles que des retards dans le transport ou la hausse des prix des fournitures, pourraient avoir une incidence négative sur l'approvisionnement général de la Société, ainsi que sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Protection des droits de propriété intellectuelle

La protection de la propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous comptons sur les brevets internationaux ainsi que sur les secrets commerciaux et les ententes de confidentialité signées avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter le nombre de nos brevets dans certains cas de propriété intellectuelle afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies de grande valeur. Rien ne garantit que nos ententes de confidentialité procureront une protection utile de nos droits de propriété intellectuelle ou d'autres renseignements exclusifs en cas d'utilisation ou de divulgation non autorisée ou que nous pourrions protéger efficacement nos secrets commerciaux.

Valorisation des stocks

Nous surveillons notre risque associé à la valeur de nos stocks par rapport au prix du marché. En raison de la nature très peu liquide d'une grande partie de nos stocks, nous comptons sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telles que la valeur à risque, ainsi que sur une appréciation plus empirique des conditions du marché. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de la valeur à risque et des conditions du marché.

Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans bien des cas, plus particulièrement dans le cas de nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous portent les clients, d'entraîner l'annulation de nos contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyions avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous ayons néanmoins à subir des interruptions, qui pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Variations du carnet de commandes

La Société ne peut pas garantir que les prévisions relatives aux produits générés par son carnet de commandes se réaliseront. De plus, les contrats peuvent faire l'objet de retards, de suspensions, de résiliations, d'annulations, de révisions ou de tout autre ajustement découlant de facteurs sur lesquels la Société n'a aucune prise et qui pourraient avoir une incidence sur la valeur du carnet de commandes présentée et se répercuter défavorablement sur les produits et la rentabilité futurs.

Risques liés aux acquisitions

La Société a conclu l'acquisition d'AZUR en novembre 2021 et peut à l'occasion faire l'acquisition ou proposer de faire l'acquisition d'autres sociétés. L'incapacité de la Société d'intégrer correctement les sociétés acquises, les coûts, les retards et les obligations imprévus associés aux acquisitions, le départ possible d'employés clés à la suite d'une acquisition, les difficultés d'intégration des nouvelles activités et des nouveaux employés, le fait que le temps et l'attention de la direction soient détournés de leurs autres préoccupations d'affaires, les occasions et les questions de nature opérationnelle associées aux acquisitions ou à l'intégration d'acquisitions, la perte de vitesse des activités continues et la perturbation des activités, les incohérences possibles dans les procédures et les politiques des sociétés regroupées et la nécessité d'établir de nouveaux systèmes administratifs, notamment de comptabilité, de technologie de l'information et de ressources humaines; tous ces facteurs, pris individuellement, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques Nous comptons sur les systèmes d'information, les technologies de communication, les applications commerciales et d'autres applications technologiques, notamment des réseaux mondiaux et régionaux, des infrastructures de serveurs et des systèmes d'exploitation complexes, pour assurer le fonctionnement adéquat de la Société. Si nous n'étions pas en mesure d'effectuer continuellement la maintenance de nos logiciels et de notre matériel informatique, de mettre à niveau comme il se doit nos systèmes et notre infrastructure de réseau, et de prendre d'autres mesures pour améliorer l'efficacité des systèmes et les protéger, cela pourrait interrompre ou ralentir l'ensemble des activités de la Société. Ce serait également le cas si notre réseau, nos systèmes informatiques et nos systèmes de communication étaient endommagés ou si leur fonctionnement était interrompu en raison de catastrophes naturelles, de pannes de télécommunication, d'actes de guerre ou de terrorisme, de virus informatiques, d'actes de sabotage, d'erreurs humaines, d'atteintes à la sécurité physique ou électronique ou d'événements ou de perturbations similaires. La Société fait également face à des menaces d'accès non autorisés aux systèmes, de piratage informatique, de programmes malveillants et de cyberattaques organisées. Le fait qu'un nombre important d'employés travaillent à distance en raison du contexte imposé par la pandémie de COVID-19 contribue à accroître les tentatives de cyberattaque.

Des consultations avec l'équipe de haute direction ont lieu régulièrement pour surveiller l'avancement des divers projets en matière de cybersécurité ainsi que passer en revue les incidents importants et les différents indicateurs de performance liés à la sécurité. L'équipe de direction rend compte de son travail aux membres du conseil d'administration deux fois par année. La fonction informatique du siège social s'occupe de la mise en œuvre et de la coordination des mesures de prévention, de détection et de correction en matière de cybersécurité. Ces mesures consistent, entre autres, en la mise en œuvre de contrôles rigoureux d'accès aux systèmes, la mise en place de programmes de sensibilisation en matière de sécurité de l'information et le recrutement d'entreprises spécialisées pour la réalisation occasionnelle de tests d'intrusion.

Bien que la Société n'ait subi aucune perte importante découlant de cyberattaques ou d'autres atteintes à la sécurité de l'information par le passé, rien ne garantit qu'elle ne subira pas de telles pertes dans l'avenir étant donné le caractère évolutif de ces menaces.

Valeur de marché des actions ordinaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « VNP ». La valeur de marché des titres de nombreuses entreprises connaît de temps à autre d'importantes fluctuations qui ne sont pas nécessairement liées à la performance opérationnelle, à la valeur des actifs sous-jacents ou aux perspectives de croissance future de ces entreprises. Rien ne garantit qu'il n'y aura pas de fluctuation du prix des actions ordinaires de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées dans le présent rapport de gestion. La direction de la Société estime que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent une information utile aux investisseurs sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société, car elles constituent des indicateurs clés supplémentaires de sa performance. Ces mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures reconnues en vertu des IFRS et n'ont pas de définition normalisée prescrite selon les IFRS; elles pourraient donc ne pas être comparables à des mesures portant des noms semblables présentées par d'autres émetteurs. Ces mesures ne doivent pas être considérées comme des données remplaçant l'information financière préparée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente les commandes attendues que la Société a reçues, mais qui n'ont pas encore été exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois, et est exprimé en nombre de jours. Les nouvelles commandes représentent le nombre de commandes reçues durant la période considérée, exprimé en nombre de jours, et sont calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus en jours, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de 5N Plus à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges d'intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement. 5N Plus a recours au BAIIA, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Voici un rapprochement du BAIIA avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	(8 146)	980	(22 999)	3 110
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	716	1 164	5 192	3 713
(Recouvrement) charge d'impôt	(292)	1 314	4 711	5 630
Amortissement	4 051	4 364	17 732	12 535
BAIIA	(3 671)	7 822	4 636	24 988

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au résultat d'exploitation tel qu'il est défini avant l'incidence de la dépréciation des stocks, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, de la dépréciation des actifs non courants, de la perte sur le dessaisissement d'une filiale, de la perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente et de l'amortissement. 5N Plus a recours au BAIIA ajusté, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Rapport de gestion

Voici un rapprochement du BAIIA ajusté et de la marge du BAIIA ajusté avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables :

(en milliers de dollars américains)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
	\$	\$	\$	\$
Produits	61 042	64 556	264 223	209 990
Charges d'exploitation	(69 261)	(60 018)	(277 277)	(197 119)
Résultat d'exploitation	(8 219)	4 538	(13 054)	12 871
(Recouvrement) charge au titre de la rémunération à base d'actions	(171)	(460)	999	689
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	3 210	1 644	3 823	2 144
Dépréciation des actifs non courants	-	-	12 478	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	7 834	-	7 834	-
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	216	-
Amortissement	4 051	4 364	17 732	12 535
BAIIA ajusté	6 705	10 086	30 028	28 239
Marge du BAIIA ajusté	11,0 %	15,6 %	11,4 %	13,4 %

Les charges d'exploitation ajustées correspondent aux charges d'exploitation compte non tenu de la dépréciation des stocks, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, de la dépréciation des actifs non courants, de la perte sur le dessaisissement d'une filiale, de la perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente et de l'amortissement. 5N Plus a recours aux charges d'exploitation ajustées pour calculer le BAIIA ajusté. 5N Plus croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Voici un rapprochement des charges d'exploitation ajustées avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
	\$	\$	\$	\$
Charges d'exploitation	69 261	60 018	277 277	197 119
Recouvrement (charge) au titre de la rémunération à base d'actions	171	460	(999)	(689)
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	(3 210)	(1 644)	(3 823)	(2 144)
Dépréciation des actifs non courants	-	-	(12 478)	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	(7 834)	-	(7 834)	-
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	(216)	-
Amortissement	(4 051)	(4 364)	(17 732)	(12 535)
Charges d'exploitation ajustées	54 337	54 470	234 195	181 751

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence de la dépréciation des stocks, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, de la dépréciation des actifs non courants, de la perte sur le dessaisissement d'une filiale et de la perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. 5N Plus a recours au résultat net ajusté, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de charges ou de produits qui sont inhabituels. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. 5N Plus a recours au résultat net de base ajusté par action, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de charges ou de produits qui sont inhabituels. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Voici un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net de base ajusté avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables :

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action et le nombre d'actions)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	(8 146)	980	(22 999)	3 110
Résultat de base par action	(0,09) \$	0,01 \$	(0,26) \$	0,04 \$
Éléments de rapprochement :				
(Recouvrement) charge au titre de la rémunération à base d'actions	(171)	(460)	999	689
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	3 210	1 644	3 823	2 144
Dépréciation des actifs non courants	-	-	12 478	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	7 834	-	7 834	-
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	216	-
Recouvrement d'impôt sur les éléments imposables ci-dessus	(595)	(285)	(2 618)	(589)
Résultat net ajusté	2 132	1 879	(267)	5 354
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	88 330 236	88 330 236	88 330 236	88 330 236
Résultat net de base ajusté par action	0,02 \$	0,02 \$	- \$	0,06 \$

La marge brute ajustée est une mesure servant à déterminer ce que rapportent les ventes en déduisant le coût des ventes, à l'exclusion de l'amortissement et de la charge de dépréciation des stocks. Cette mesure est également exprimée en pourcentage des produits, en divisant le montant de la marge brute par le total des produits.

Voici un rapprochement de la marge brute ajustée avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
	\$	\$	\$	\$
Total des produits	61 042	64 556	264 223	209 990
Coût des ventes	(47 909)	(53 090)	(215 715)	(171 214)
Marge brute	13 133	11 466	48 508	38 776
Amortissement inclus dans le coût des ventes	3 155	3 515	14 208	10 539
Marge brute ajustée	16 288	14 981	62 716	49 315
Pourcentage de marge brute ajusté	26,7 %	23,2 %	23,7 %	23,5 %

La dette nette correspond au montant total de la dette moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Toute mesure financière présentée par suite de l'adoption de la norme IFRS 16 relativement aux obligations locatives est exclue du calcul. La dette nette constitue un indicateur de la situation financière globale de 5N Plus.

Voici un rapprochement du total de la dette et de la dette nette avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables :

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
Dette bancaire	-	-
Dette à long terme, y compris la partie courante	121 000	116 000
Obligation locative, y compris la partie courante	30 402	32 640
Sous-total de la dette	151 402	148 640
Obligation locative, y compris la partie courante	(30 402)	(32 640)
Total de la dette	121 000	116 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(42 691)	(35 940)
Dette nette	78 309	80 060

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre l'actif courant et le passif courant. Étant donné que la Société est actuellement endettée, elle se sert de cette mesure comme d'un indicateur de son efficacité financière et elle s'efforce de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant l'actif courant par le passif courant.

Rapport de gestion

Voici un rapprochement du fonds de roulement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
Stocks	86 254	95 526
Autres actifs courants, à l'exclusion des stocks	100 908	99 996
Actif courant	187 162	195 522
Passif courant	(62 846)	(65 059)
Fonds de roulement	124 316	130 463
Ratio du fonds de roulement	2,98	3,01

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de 5N Plus sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Principales informations financières trimestrielles

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	31 déc. 2022	30 sept. 2022	30 juin 2022	31 mars 2022	31 déc. 2021	30 sept. 2021	30 juin 2021	31 mars 2021
Produits	61 042	66 372	72 388	64 421	64 556	50 839	47 719	46 876
BAlIA ¹	(3 671)	1 751	6 739	(183)	7 822	5 105	6 318	5 743
BAlIA ajusté ¹	6 705	9 114	8 583	5 626	10 086	5 537	6 336	6 280
Résultat net	(8 146)	(6 968)	(2 130)	(5 755)	980	(792)	2 159	763
Résultat de base par action	(0,09) \$	(0,08) \$	(0,02) \$	(0,07) \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,03 \$	0,01 \$
Résultat dilué par action	(0,09) \$	(0,08) \$	(0,02) \$	(0,07) \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,03 \$	0,01 \$
Résultat net ajusté ¹	2 132	520	(997)	(1 922)	1 879	(246)	1 932	1 789
Résultat net de base ajusté par action ¹	0,02 \$	- \$	(0,01) \$	(0,02) \$	0,02 \$	- \$	0,02 \$	0,02 \$
Fonds provenant de l'exploitation	5 478	2 055	3 165	2 800	5 604	2 394	3 656	4 899
Carnet de commandes ¹	253 jours	192 jours	140 jours	196 jours	221 jours	174 jours	199 jours	195 jours

Le résultat net est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.

Principales informations financières annuelles

Aux 31 décembre et pour les exercices clos les 31 décembre (en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	2022	2021	2020
Produits	264 223	209 990	177 192
BAlIA	4 636	24 988	22 424
BAlIA ajusté	30 028	28 239	28 791
Résultat net	(22 999)	3 110	2 186
Résultat de base par action	(0,26) \$	0,04 \$	0,03 \$
Résultat dilué par action	(0,26) \$	0,04 \$	0,03 \$
Résultat net ajusté	(267)	5 354	4 980
Résultat net de base ajusté par action	- \$	0,06 \$	0,06 \$
Fonds provenant de l'exploitation	13 498	16 553	25 830
Carnet de commandes	253 jours	221 jours	189 jours
Données du bilan			
Total de l'actif	347 985	373 590	226 678
Total du passif non courant	172 363	172 284	71 752
Dettes nettes ¹	78 309	80 060	10 159
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	112 776	136 247	118 376

Le résultat net est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».